23 mars 2009

Rapport de la commission des sports et de la sécurité chargée d'examiner la pétition intitulée: «Pour la sauvegarde du Chapiteau de la brocante et de l'antiquité sur la plaine de Plainpalais».

Rapport de M^{me} Valérie Bourquin.

Cette pétition a été envoyée par le Conseil municipal à la commission des pétitions lors de sa séance plénière du 11 juin 2008. La commission des pétitions l'a directement renvoyée à la commission des sports et de la sécurité lors de sa séance du 16 juin 2008. Cette dernière l'a étudiée lors de ses séances des 27 novembre 2008 et 29 janvier 2009, sous la présidence de M. Jean-Louis Fazio.

Les notes de séances ont été prises par M^{me} Lucie Marchon, respectivement M. Consuelo Frauenfelder.

Texte de la pétition

(Voir annexe.)

Séance du 27 novembre 2008

Audition des pétitionnaires: M^{mes} Marie-Christine Catala, Katia Meazza, Chantal Morand, Christianne Pont, Nadia Battolo Vidal, antiquaires et brocanteuses, membres du comité de sauvegarde du chapiteau, ainsi que M. Jacques Rieder, organisateur de l'événement

Lors de cette réunion, les pétitionnaires ont exprimé leur attachement au Chapiteau de la brocante, leurs regrets d'assister à sa disparition, leur incompréhension au sujet de l'augmentation du prix de la location et, enfin, leur désarroi face à cette situation. Ils ont expliqué avoir rédigé cette pétition afin de trouver une solution pour que cet événement puisse se poursuivre.

Sans nier que l'aspect marchand était une de leurs motivations dans cette démarche, étant donné que cet événement représentait une part importante de leur chiffre d'affaires annuel et qu'il leur permettait d'attirer de nouveaux clients pour leur commerce, les pétitionnaires ont insisté sur le lien affectif qui les attachait

à cet événement. Le lien social qui se tissait autour de ce chapiteau et la beauté de ce salon, qui attirait des visiteurs de toute la Suisse et même de l'étranger, faisaient de cette brocante un événement dont les exposants se réjouissaient autant que les visiteurs.

Les pétitionnaires ont assuré que l'événement suscitait un intérêt énorme parmi les collectionneurs et les marchands et que les personnes intéressées à l'art ancien attendaient le mois d'octobre avec impatience. En outre, sa localisation représentait à elle seule de nombreux avantages: les visiteurs pouvaient s'y rendre à pied comme en voiture, grâce au parking situé à proximité, les personnes âgées y accédaient également facilement, les marchands puciers profitaient de la présence des antiquaires, et réciproquement.

A ces arguments en faveur de la sauvegarde de cette brocante, les pétitionnaires ont ajouté que leur activité s'inscrit pleinement dans le développement durable, puisqu'il s'agit de récupération, ce qui est un élément très important à l'heure actuelle, et ils ont également relevé l'importance de la transmission d'un patrimoine aux générations actuelles et futures. Enfin, l'aspect culturel de cette manifestation a été souligné, les nombreux visiteurs n'étant pas que des acheteurs mais aussi des gens qui venaient se cultiver ou se renseigner.

Les pétitionnaires ont ensuite exprimé leur désappointement face à l'augmentation du prix de location, passé de 7000 à 96 000 francs; un coût trop élevé pour que la manifestation puisse se poursuivre. Ils ont exprimé leur incompréhension quant à la proportion de cette augmentation. Même après la baisse importante consentie par les autorités suite aux négociations, le coût leur paraît démesuré pour quatre jours de vente effective, d'autant plus que ce prix concerne uniquement l'emplacement de la tente, alors que la manifestation ne génère aucune nuisance ni saleté et n'occasionne pas de frais pour la municipalité. De plus, les organisateurs effectuaient eux-mêmes les travaux de voirie et le kWh leur était facturé trois fois plus cher que d'ordinaire. Il a en outre été relevé que le prix de location demandé au cirque Knie est de 95 000 francs, alors qu'il occupe les deux tiers de la place durant trois semaines.

Cette manifestation était un gros succès populaire. En 2008, elle n'a pas pu avoir lieu et beaucoup de gens ont été déçus, ne comprenant pas l'attitude de la Ville de Genève. Le pétitionnaire qui s'est exprimé comprend que la politique du magistrat vise à mettre tout le monde sur un pied d'égalité, mais il pense que, dans la vie, on n'est pas tous égaux, et que ce genre de manifestation n'est pas assez lucratif pour assumer de tels coûts.

Face à ces constats et ne trouvant pas de solution pour poursuivre l'organisation de cette manifestation, une pétition a été rédigée et près de 3000 signatures ont été récoltées.

Aux nombreuses questions des commissaires, il a été répondu:

- que les visiteurs devaient payer 7 francs pour accéder à l'exposition et que les frais de la manifestation se montaient à 200 000 francs, pour la tente et la publicité notamment, couverts par la location des stands et les entrées;
- que, sans entrée payante, il n'y aurait pas eu de manifestation possible, car le prix des stands aurait été trop élevé (2000 francs);
- que la première facture qui leur est parvenue pour 2008 se montait à 566 495 francs et qu'une importante réduction a pu être obtenue après discussion avec le département de M. Maudet, grâce aux aspects culturels et touristiques de la manifestation, mais que, malgré cette réduction, le chapiteau n'a pu avoir lieu cette année;
- que les pétitionnaires ne souhaitent pas faire l'aumône ni demander de subvention, étant donné qu'il s'agit de marchands qui ont une activité lucrative, bien que culturelle et artisanale, mais qu'ils voulaient juste pouvoir continuer d'organiser cet événement à un prix accessible;
- que 35% des exposants étaient des brocanteurs ou antiquaires genevois;
- que la manifestation, qui avait lieu du jeudi au dimanche jusqu'à 22 h, attirait jusqu'à 10 000 visiteurs par année;
- qu'étant donné la rénovation de la plaine de Plainpalais, en 2009, les organisateurs avaient prévu de renoncer à organiser la brocante pour ne pas déstabiliser les visiteurs qui sont habitués à se rendre au chapiteau sur la plaine;
- que les exposants payaient un forfait correspondant à un peu moins de 90 francs le m²;
- que les comptes étaient équilibrés et qu'aucun bénéfice n'était réalisé, à l'exception des années où les organisateurs de Solvita partageaient leurs frais;
- que d'autres villes, comme Carouge, mettent gratuitement une salle à la disposition des organisateurs de ce genre de manifestation, ou demandent, comme à Neuchâtel ou Lausanne, un prix dérisoire par rapport à ce qui leur est demandé à Genève. Au surplus, Genève est la seule ville où sont facturés les véhicules des exposants;
- que les griefs du Service de la sécurité et de l'espace publics à leur encontre sont mensongers et qu'il a toujours été convenu que le taux de 6% pour la redevance soit appliqué sur les montants encaissés pour les entrées, qu'il n'a jamais été question qu'il s'applique aux recettes. *(N.d.l.r.: La redevance versée par l'organisateur jusqu'en 2007 était de 6% sur les entrées payées par les visiteurs, alors que la permission du Service de la sécurité et de l'espace publics (ex-Service des agents de ville et du domaine public) mentionne un taux de 6% sur le montant brut de la recette réalisée (voir documents accessibles sur l'IntraCM).*

Les pétitionnaires ont en outre exprimé leur réticence à l'idée d'organiser cet événement ailleurs, pour la raison que la plaine de Plainpalais est idéalement située et que tout autre endroit impliquerait une perte d'attractivité, mais aussi parce qu'ils craignent fortement que tout changement déplairait aux visiteurs habitués. Ils ont de plus relevé la difficulté de trouver un terrain stable, accessible aux camions et pouvant accueillir un événement de cette taille.

Au cours des discussions, les commissaires ont expliqué aux pétitionnaires que leur demande correspondait en fait à une demande de subvention indirecte, et qu'une telle demande devait être adressée, le cas échéant, aux autorités.

Il leur a également été suggéré de rechercher des sponsors, certains commissaires leur ayant assuré que leur activité intéresserait certainement de nombreuses entreprises qui souhaitent associer leur nom à ce type d'événement.

Finalement, il leur a été vivement conseillé de se constituer en association pour effectuer ces démarches et défendre leurs intérêts.

A l'exception de deux personnes qui semblaient émettre des réserves, les pétitionnaires se sont montrés très ouverts et intéressés par ces conseils.

Des commissaires ont également relevé que l'organisateur avait bénéficié d'un prix extrêmement avantageux durant de nombreuses années et que l'augmentation était liée à la volonté des autorités de respecter le règlement cantonal, dans un souci d'égalité de traitement pour l'ensemble des particuliers, entreprises et associations qui désirent occuper le domaine public.

Les commissaires n'ayant plus de question à poser aux pétitionnaires, ces derniers ont été remerciés pour leurs explications et ont quitté la salle.

La majorité des commissaires présents ont alors exprimé leur vif intérêt pour ce chapiteau et les activités des pétitionnaires. Nonobstant cet enthousiasme, la majorité des commissaires étaient d'avis que le prix de location demandé est justifié et que les organisateurs devraient suivre les conseils qui leur ont été donnés pour que la manifestation perdure.

Un commissaire d'A gauche toute!, pas convaincu par l'idée du sponsoring, a suggéré que le prix d'entrée de la manifestation pourrait être augmenté au prix d'un billet de cinéma, ce à quoi une commissaire des Verts a répondu que ces activités ne sont pas comparables et qu'un prix plus élevé serait rédhibitoire dans le cadre d'une exposition de marchands, qui souhaitent non seulement se faire connaître mais aussi réaliser des affaires.

Il a par ailleurs été fait mention de réserves sur la clarté des comptes présentés par l'organisateur et sur les accusations portées à l'encontre du Service de la sécurité et de l'espace publics. Afin d'éclaircir ces points, l'audition de M. Pierre Maudet a été demandée et acceptée à l'unanimité des membres présents.

Séance du 29 janvier 2009

Audition de M. Pierre Maudet, conseiller administratif, accompagné de M. François Buensod, juriste

Le conseiller administratif s'est déclaré surpris par cette pétition, étant donné que les organisateurs du Chapiteau de la brocante ont bénéficié pendant vingt-six ans d'un traitement très favorable, correspondant à une subvention annuelle de 560 000 francs en nature, qui n'a malheureusement pas été comptabilisée par son département. En 2008, cette subvention est passée à 470 000 francs de prestation en nature, puisque la facture réelle est de 95 000 francs. Il a estimé que les organisateurs ont abusé du domaine public, ont généré des nuisances, notamment par rapport aux véhicules, et ont eu des facilités grâce à leur proximité avec l'ancien magistrat. Ce sont les seuls, parmi les organisateurs des manifestations, à avoir annulé leur manifestation en raison de l'application de ces directives, et les seuls avec lesquels la Ville a eu des problèmes. La Ville n'a pas souhaité transiger, car elle a proposé des lieux de substitution, comme la caserne des Vernets. En outre, la plaine de Plainpalais est faite pour accueillir le cirque, les forains et les marchés, mais ne doit pas devenir un parking, ni un lieu pour les manifestations privatives, dont l'installation dure plusieurs semaines. Enfin, la fréquentation de cette manifestation semble être en chute libre, à moins que le chiffre des entrées communiqué n'ait été mensonger. Le magistrat a exprimé ses craintes que l'argument du prix de location ne soit utilisé comme un prétexte pour mettre un terme à cette manifestation et a assuré aux commissaires que tout a été entrepris de son côté pour parvenir à un accord, mais que le principe d'égalité de traitement a abouti à cette conclusion, votée à l'unanimité par le Conseil administratif.

En réponse à la question d'un commissaire qui, bien que donnant raison à cette application sévère et systématique, a demandé si les tarifs appliqués à Genève étaient onéreux par rapport au reste de la Suisse, le conseiller administratif a exposé la particularité de cette manifestation par le fait qu'elle est privative, payante et qu'elle ferme l'espace public. Pour ce type de manifestation, le tarif est fixé par le règlement cantonal à 45 francs le m². La Ville fixe quant à elle le montant du rabais. Il a été ici de 50% étant donné l'aspect culturel de la manifestation, mais une série de facteurs ont conduit à la conclusion d'un tarif relativement élevé (se référer au règlement fixant le tarif des empiètements sur ou sous le domaine public (RTEDP), disponible sur le site internet du Service de la sécurité et de l'espace publics. En outre, la Ville se doit d'être équitable par rapport aux commerçants qui ont pignon sur rue, et qui ont des charges considérables. Le magistrat a en outre relevé que la même réflexion était en cours à Lausanne et à Zurich.

A la question d'un commissaire ayant relaté les allégations relativement graves qui avaient été émises par l'organisateur, notamment au sujet de la redevance,

le magistrat a répondu qu'il n'y avait pas de convention, puisque la mise à disposition du domaine public est un acte unilatéral. Il s'agit en réalité d'une permission, dont il a remis à la rapporteuse les copies concernant les années 2003 à 2007 (disponibles sur l'IntraCM), et qui mentionnent, pour les versions 2003 à 2006: «Il est perçu une redevance de 6% sur le montant brut de la recette réalisée au cours de la période citée en marge.» La permission de 2007 fait quant à elle référence au règlement cantonal. Il a également ajouté que la sous-location pratiquée est autorisée (comme durant l'Euro 2008), mais qu'elle devrait logiquement diminuer le rabais d'autant plus. Or, en l'occurrence, l'organisateur sous-louait l'espace aux brocanteurs à un tarif élevé, ce que le magistrat a jugé choquant.

Le conseiller administratif a ensuite donné d'autres exemples de prix pratiqués et conformes au règlement, en réponse aux réserves d'une commissaire sur l'égalité de traitement des organisateurs, se référant au cirque de Noël. Enfin, à la question d'un commissaire sur la possibilité d'augmenter la location par paliers, le magistrat a évoqué les difficultés rencontrées par son département pour obtenir le chiffre d'affaires de l'organisateur, qui ne souhaitait pas que ce chiffre soit retenu pour le calcul de la recette brute.

Après ces explications, MM. Maudet et Buensod ont été remerciés et libérés. Les commissaires ont ensuite exprimé leur opinion sur la suite à donner à cette pétition.

Le Parti radical a estimé avoir tous les éléments et documents utiles pour prendre une décision, ayant fait des propositions à la brocante pour lui permettre de continuer, et tenant compte du fait que les organisateurs ont perdu huit mois à discuter plutôt qu'à chercher des solutions, la pétition peut être classée.

L'Union démocratique du centre, satisfaite d'avoir entendu les pétitionnaires, a également demandé le classement et le vote.

Le Parti démocrate-chrétien a aussi demandé le classement.

Les socialistes ont également déclaré avoir suffisamment d'éléments. Les informations de l'organisateur étant lacunaires et parfois douteuses, ils n'ont pas souhaité donner suite à cette pétition et ont demandé son classement.

A gauche toute! a également jugé que cette pétition devait être classée, d'autant que le site de la plaine de Plainpalais ne sera de toute manière pas utilisable ces prochaines années. Le parti a néanmoins regretté que les pétitionnaires n'aient pas formé une association.

Le Parti libéral, estimant que les propos du magistrat ont été clairs et tenant compte du fait que la Ville a également essayé de proposer des locaux de remplacement, a souhaité classer cette pétition.

Les Verts se sont aussi prononcés pour le classement de cette pétition, estimant que les pétitionnaires avaient frappé à la mauvaise porte et souhaitant qu'ils poursuivent leurs démarches ailleurs pour que cette manifestation perdure.

Le classement de la pétition a été accepté par 12 oui (2 S, 2 Ve, 1 AGT, 2 DC, 1 R, 2 L, 2 UDC) et 2 abstentions (1 S, 1 AGT).

Annexe: texte de la pétition

Autres documents disponibles sur l'IntraCM:

- permissions du SEEP 2003 à 2007
- règlement de la Ville de Genève
- dossier remis par les pétitionnaires

Pétition

Récolte de signatures pour la sauvegarde du Chapiteau de l'Antiquité et de la Brocante sur la Plaine de Plainpalais, pour une transmission de la culture, toutes générations confondues.

Nom	Prénom	Adresse	Signature
-----	--------	---------	-----------